

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article1138>



Edito du bulletin FSU-89 diffusé à tous les collègues de
l'Yonne

Insoutenables contradictions

- Technique - Départements - Yonne - Archives - Unes de l'année scolaire 2005-2006 -



Publication date: vendredi 23 septembre 2005

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Dans une étude de la revue *Droit social* de mars 2005, Jean-Jacques Dupeyroux avance des chiffres qui suggèrent bien l'ampleur de la crise qui touche notre société : « *entre chômage, sous-emploi, précarité financière des "travailleurs pauvres", c'est très vraisemblablement entre le quart, au moins, et le tiers de la population : soit 15 à 20 millions de personnes - 7 millions de pauvres et 8 à 12 millions de précaires - qui, pour une raison ou pour une autre, ont, de façon durable, des conditions de vie marquées du sceau de l'extrême difficulté.* »

Une étude récente de l'INSEE révèle que la seule précarité sociale des parents fait baisser de 20% l'obtention du bac par leurs enfants.

Eric Maurin, sociologue, démontre ce que notre sens commun perçoit : bas revenus et mauvaises conditions de logement ont des incidences directes sur l'échec scolaire.

Ces études confirment l'ampleur de la fracture humaine qui n'est pas sans conséquence sur nos élèves.

Nous, personnels de l'Education nationale, quelle que soit notre fonction quotidienne dans les écoles, collèges, lycées, CIO, universités, ressentons de plein fouet **ces contradictions : d'un côté notre volonté, notre espoir de faire réussir nos élèves et de l'autre leurs difficultés et le poids des problèmes qui pèsent sur leurs épaules et semblent rendre vains tous nos efforts.**

Monsieur de Robien, merci de vos soutien et encouragements... épistolaires. Mais au-delà des mots, nous attendons des actes. Oui, vous pouvez compter sur notre engagement et notre dévouement, et vous le savez, mais nous ne pourrons guère si vous et votre gouvernement ne traitez pas au fond les fractures de notre société, si vous et votre gouvernement ne faites pas de l'école une véritable priorité et ne nous donnez pas tous les moyens nécessaires pour scolariser mieux et prendre en main les difficultés de chaque jeune. Les arbitrages budgétaires des prochaines semaines seront révélateurs de la volonté gouvernementale de donner à l'Education nationale les moyens de répondre à nos attentes, à celles des jeunes, de leurs familles et de la société tout entière.

Le 4 octobre, écoutez nos demandes dans les rues d'Auxerre et des grandes villes du pays.

Jacques Pioch



Fédération Syndicale Unitaire